

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Miscellaneous Groceries	
Solicitation No. - N° de l'invitation W1568-13JN17/A	Date 2013-05-13
Client Reference No. - N° de référence du client DND	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$EDM-183-9811
File No. - N° de dossier EDM-3-36007 (183)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-27	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Tikhonovitch, Alex	Buyer Id - Id de l'acheteur edm183
Telephone No. - N° de téléphone (780)497-3541 ()	FAX No. - N° de FAX (780)497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE JTFN P.O.BOX 6666 Stn Main YELLOWKNIFE Northwest Territories X1A 2R3 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentations des offres
3. Demandes de renseignements - Demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Base de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande subséquente
8. Limites des commandes subséquentes
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions relatives à la facturation
6. Assurances

Solicitation No. - N° de l'invitation

W1568-13JN17/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

EDM-3-36007

7. Clauses du Guide CUA

Liste des annexes du contrat subséquent

Annexe A - Besoin
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Évaluation Financière (aux fins d'évaluation)
Annexe D - Rapport d'utilisation de l'offre
Annexe E - Possibilités pour les autochtones

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

1. INTRODUCTION

Le modèle de la demande d'offre à commandes (DOC) compte six (6) parties ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention de l'offrant: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et Méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, les exigences relatives à la sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:
 - 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
 - 6B. contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'énoncé le Besoin, la base de paiement, Évaluation Financière, le Rapport sur l'offre à commandes et les Possibilités pour les autochtones

2. Résumé

Offre à commande individuelle régionale visant la fourniture, la livraison et le déchargement de produits de fromage et de provisions diverses au ministère de la Défense nationale, (Nord), Yellowknife (Territoires du Nord-Quest), selon la demande, au cours de l'offre à commandes individuelle régionale, pour une période de trois (3) ans, à partir de la date d'émission (estimés à partir de 15 juin 2013 à 14 juin 2016).

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits ou aux services canadiens. Ce marché est assujéti à l'accord sur les revendications territoriales du peuple tlicho.

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être communiqué par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformiseesd-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2013-03-21) - Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels - est incorporé par renvoi à la DOC et en fait partie intégrante.

1.1 Clauses du Guide CCUA

B3000T (2006/16/06) Produits équivalents
B4024T (2006/08/15) Aucun produit de remplacement
M0019T (2007-05-25) Prix et(ou) taux fermes

2. Présentations des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Une fois qu'une offre a été composée et soumise par télécopieur ou par courrier, une copie du document de travail (fichier Excel, Annexe C) doit être envoyée par courriel à l'adresse suivante:

WST.EDMFood@pwgsc.gc.ca

3. Demandes de renseignements - Demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient inscrire le plus exactement possible l'article numéroté de la DOC auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrans.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat subséquent seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Territoires du Nord-Quest, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit

Section I : Offre financière (1 copie papier) et un (1) exemplaire numérique, fichier Excel, par courriel.

Section II : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes, le libellé de la version papier l'emportera sur celui de la version électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) Utiliser du papier bond de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) Utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC;.

En avril 2006, le gouvernement du Canada a émis une politique qui oblige les ministères et les organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour intégrer les considérations environnementales au processus d'approvisionnement, conformément à la process Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-eng.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30% de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe "B" - Base de paiement et à l'annexe "C" - l'évaluation financière. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants soumettent l'une des cartes suivantes

- a) () Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées:

VISA _____

Master Card _____

- b) () Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement des commandes par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section II : Attestations

Les offrants doivent soumettre les attestations requises conformément à la Section 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres reçues seront évaluées en fonction de la totalité du besoin énoncé dans la DOC, y compris les critères d'évaluation financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si certaines des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées irrecevables, ou si elles sont retirées, et qu'il reste moins de trois offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

1.1 Critères obligatoires

- a) Les offrants doivent exécuter tous les travaux décrits en Annexe A - Besoins;
- b) Les offrants doivent remplir l'Annexe B - Base de paiement;
- c) Les offrants doivent remplir l'Annexe C - Évaluation financière; et fournir un prix pour 90% les articles d'exécution; et
- d) À des fins de vérification, avant d'attribuer une offre à commandes, l'autorité contractante demandera à l'offrant dont les prix sont les plus bas une copie de la liste des prix publiés en vigueur le lundi 6 mai 2013. La liste des prix publiés doit être présentée à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours ouvrables de la demande. Autrement, si la liste des prix publiés n'est pas reçue, l'offre sera jugée irrecevable et rejetée.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Évaluation financière

1.2.1.1 Le prix de l'offre, FAB destination (Yellowknife, TN), y compris toutes les charges écologiques et dépôts applicables, et les frais de livraison et de déchargement, sera évalué en dollars canadiens, droits de douane compris, et taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée comprises (à titre d'article d'exécution distinct), s'il y a lieu.

1.2.1.2 Le prix total de l'offre sera calculé de la façon suivante :

- a) Les prix unitaires fermes doivent inclure le rabais ou la majoration indiqués en Annexe B pour l'article et la catégorie dont il est question;
- b) Les prix unitaires fermes doivent correspondre à la liste de prix publiés en vigueur le lundi 6 mai 2013, moins le rabais ou plus la majoration. L'autorité contractante vérifiera les prix de l'offrant avant l'attribution d'une offre à commandes. En cas d'écart entre les « prix sur la liste avant le rabais ou la majoration » et la liste des prix publiés, la liste des prix publiés l'emportera. Le rabais ou la majoration sera appliqué au prix indiqué dans la liste de prix publiés;
- c) si un offrant ne fournit pas un prix pour tous les articles d'exécution, ou s'il ne fournit un prix que pour un article d'exécution substitué non dûment incorporé dans une modification, ou si la valeur n'est pas visible, ou si la valeur soumise ne permet pas une conversion dans le format requis, TPSGC, pour fins d'évaluation seulement, éliminera les articles d'exécution concernés du processus d'évaluation. Les articles d'exécution touchés ne doivent pas dépasser le pourcentage d'omissions admissibles selon la partie 4, 1.1 (c). Si le nombre d'articles d'exécution touchés dépasse le pourcentage d'omissions admissibles, l'offre sera considérée comme non conforme et écartée sans autre examen;
- d) Les prix unitaires fermes seront multipliés par la quantité que l'on prévoit utiliser pour obtenir le prix total multiplié pour chaque article;
- e) Les prix totaux calculés de chaque article seront additionnés pour donner le prix total évalué de l'offre; et
- f) On recommandera l'attribution de l'offre à commandes au soumissionnaire ayant proposé l'offre recevable affichant le plus bas prix évalué.

1.3 Clauses du Guide CCUA

D5900D (2010-08-16) Etablissement des prix

2. Méthode de sélection - Critères obligatoires seulement

2.1 Toute offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères obligatoires de l'évaluation pour être jugée recevable. Le pourcentage lié aux avantages offerts aux Autochtones sera soustrait du sous-total, s'il y a lieu (à cet égard, reportez-vous à l'Annexe E, Possibilités pour les autochtones). On recommandera l'attribution de l'offre à commandes au soumissionnaire ayant proposé l'offre recevable affichant le prix évalué le plus bas.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre, des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera/aidra le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en œuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. L'offrant ou, si l'offrant est une coentreprise, le membre de la coentreprise atteste comme suit sa situation relativement au PCF.

L'offrant ou le membre de la coentreprise

- a) n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C.1995, ch.44;
- c) est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux (PCF), consultez le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC).

2.2 **Clauses du Guide CCUA**

A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

2.3 **Attestation du contenu canadien**

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offre à commandes, les offrants reconnaissent que seules les offres accompagnées d'une attestation que le ou les produits offert(s) sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non canadiens.

L'offrant atteste que

() au moins 80 % du prix total de l'offre correspond à des produits canadiens au sens de la clause A3050T.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W1568-13JN17/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND

File No. - N° du dossier

EDM-3-36007

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consultez l'Annexe 3.6. (9), Exemple 2, du Guide des approvisionnements.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe " A ".

2. Exigences relatives à la sécurité

2.1 Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et dans les contrats subséquents par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes – établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour les données sur l'utilisation des biens ou des services dispensés au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats payés à l'aide d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe D. Si certaines données ne sont pas accessibles, la raison doit être indiquée. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant la période visée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être soumises « trimestriellement » au responsable de l'offre à commandes.

Les périodes de rapport trimestriel sont les suivantes.

premier trimestre : mai 16 au 15 août;
deuxième trimestre : août 16 au 15 novembre;
troisième trimestre : novembre 16 au 15 février;
quatrième trimestre : février 16 au 15 mai.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

La période de mise commandes subséquentes à l'offre à commandes est de trois (3) ans, à partir de la date d'émission (estimés à partir de 15 juin 2013 à 14 juin 2016)

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est

Alex Tikhonovitch
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement, Région de l'Ouest
Plaza Telus North
10025, avenue Jasper, 5e étage
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone: (780) 497-3541
Télécopieur: (780) 497-3510
Courriel: alex.tikhonovitch@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (à déterminer au moment de l'émission d'une offre à commandes).

Nom
Titre
Organisation
Téléphone

Téléphone
Télécopieur
Courriel

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par l'offrant)

Nom
Titre
Organisation
Téléphone

Téléphone
Télécopieur
Courriel

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné, autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes, est: (sera déterminé au moment de l'émission de l'offre à commandes).

7. Instrument de commande subséquente

Les travaux seront autorisés ou confirmés par l'utilisateur désigné ou les utilisateurs désignés au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou d'un document électronique.

8. Limites des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40000 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas dans cette même liste.

1. la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes;
2. l'offre à commandes;
3. Les conditions générales de 2005, Conditions générales - Offres à commande - Biens ou services (2012-11-19)
4. 2010A (2013-04-25) - Conditions générales - biens (complexité moyenne);
4. Annexe A - Besoin;
5. Annexe B - Base de paiement;
6. Annexe D - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes;
7. l'offre de l'offrant datée du _____ (insérer la date de l'offre).

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

10.2 Clauses du Guide CCUA

M3000C (2006-08-15) Listes de prix

M3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

11. Lois applicables

Solicitation No. - N° de l'invitation

W1568-13JN17/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND

File No. - N° du dossier

EDM-3-36007

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

L'offre à commandes et tout contrat subséquent seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Territoires du Nord-Ouest, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant d'une commande subséquente à l'offre à commandes et en font partie intégrante..

1. Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées**2.1 Conditions générales**

2010A (2013-04-25), Conditions générales – biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, du document 2010A (2013-04-25) Conditions générales - Services (complexité moyenne), ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

2.2 Clauses du Guide CCUA

A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

3. Durée du contrat**3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes

4. Paiement**4.1 Paiement**

Sous réserve de l'exécution satisfaisante pour l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur se verra verser un prix ferme de _____ \$ (inscrire le montant convenu à l'attribution du contrat), comme convenu au contrat. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Limite de prix

Clause C6000C (2011-05-16) du Guide des CCUA Limitation des prix

4.3 Mode de paiement

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-12-05) Paiement unique

4.4 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée: _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions relatives à la facturation

- 5.1** Le titulaire du contrat doit soumettre ses factures conformément à l'article « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6. Assurances

Clause du Guide CCUA G1005C (2008-05-12) Assurances

7. Clauses du Guide CCUA

B2005C (2007-05-25) Poisson - Estampillage de la qualité
B3003C (2007-05-25) Catégorie de viande
B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires
D0014C (2007-11-30) Livraison de produits réfrigérés ou congelés
D0018C (2007-11-30) Livraison et déchargement
D3004C (2007-11-30) Genre de transport
D3007C (2007-11-30) Inspection et estampillage
D5311C (2007-11-30) Droit d'accès et inspection de la viande

ANNEXE « A » BESOINS

Offre à commandes individuelle régionale visant la prestation de produits alimentaires au FOIN, à Yellowknife (T.N.-O.), au besoin et sur demande. Les rations comprendront notamment, mais non exclusivement, ce qui suit : viande, volaille, poisson, produits laitiers, oeufs, fruits et légumes (frais et congelés), produits de boulangerie, huiles et matières grasses, saindoux et shortening, condiments et produits connexes, ainsi que des provisions diverses. Les offrants retenus fourniront, livreront et déchargeront diverses quantités de produits alimentaires pendant la période de validité de l'offre à commandes, soit sur une période de trois (3) ans, depuis la date d'émission, environ le 15 juin 2013, jusqu'au 14 juin 2016 environ, conformément aux modalités et conditions des présentes.

Livraison

- a) La livraison peut être faite aux lieux suivants :
- Quai de livraison (à l'arrière) de la cuisine du casernement du personnel;
 - Bâtiment Evans de la FOIN. Yellowknife (TN);
 - Aéroport municipal de Yellowknife;
 - En des lieux convenus dans les limites de la ville de Yellowknife;
- b) Heures de livraison : 8 h - 15 h;
- c) Du lundi au vendredi.

Niveaux de services - Besoins ordinaires

Dans un délai de trois (3) jours ouvrables (le jour ouvrable est défini comme étant la période allant de 6 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi).

Confirmation de disponibilité

L'offrant doit accuser réception de chaque commande et, si des produits ne sont pas disponibles, il doit en informer le bureau demandeur dans un délai de quatre (4) heures après l'accusé de réception. Les livraisons différées ne seront pas acceptées sans autorisation préalable du bureau demandeur.

Les substitution de produits doivent être autorisées par le bureau demandeur avant livraison.

Les prix inscrits sur les factures doivent être les prix en vigueur au moment de la commande. Les fournisseurs doivent être prêts à justifier toute augmentation de prix, sur demande de TPSGC. TPSGC se réserve le droit d'annuler l'autorisation de passer des commandes subséquentes d'un article quelconque si le ministère estime que l'augmentation de prix n'est pas justifiée ou n'a pas été adéquatement justifiée. La détermination du caractère adéquat relève uniquement de TPSGC.

Besoins urgents

Délai de deux (2) jours civils (le jour civil est défini comme une période de vingt-quatre (24) heures suivant immédiatement le moment de la commande).

Besoins urgents

Livraison dans un délai de vingt-quatre (24) heures. Les besoins urgents seront définis dans chaque commande subséquente à l'offre à commandes et l'offrant sera contacté directement pour vérifier s'il est en mesure de fournir.

Exigences en matière de normes de qualité :

- a) Tous les produits doivent être fournis conformément aux lois suivantes et à leurs règlements connexes:
- *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*
 - *Loi sur les produits agricoles au Canada*
 - *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*
 - *Loi sur l'inspection du poisson*
 - *Loi sur l'inspection des viandes*
 - *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* (en ce qui concerne les aliments)
 - *Loi sur les aliments et drogues* (en ce qui concerne les aliments)
- b) Les produits doivent être conformes aux normes et spécifications relatives aux approvisionnements en aliments de l'Office des normes générales du Canada (la plus récente version au moment de la commande subséquente).

Note : on peut obtenir les normes de l'Office des normes générales du Canada aux coordonnées suivantes :

ONGC

Office des normes générales du Canada

Gatineau (Canada)

K1A 1G6

Téléphone : 819-956-0425 ou 1-800-665-2472

Télécopieur : 819-956-5740

Une collection complète des normes et spécifications de l'Office des normes générales du Canada peut également être consultée aux bibliothèques de dépôt. Pour obtenir des renseignements sur les bibliothèques de dépôt dans le secteur de l'offrant, communiquez avec le Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada.

Livraison de produits ne répondant pas aux normes de qualité

Tous les produits qui ne répondent pas aux critères de qualité seront renvoyés (ouverts ou non) au fournisseur, aux frais de ce dernier.

Si la chose se reproduit, il se pourrait que l'on cesse de passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Modalités relatives aux lots de pleine caisse

Les offrants facturant par lot de pleine caisse se verront demander de temps à autre de ventiler les caisses par article. Les prix facturés par article doivent refléter le prix de caisse, divisé par le nombre d'articles dans la caisse.

Emballage

Tous les produits alimentaires doivent être expédiés au point de livraison spécifié sur rétréci ou étirer palettes enveloppées ne dépasse pas 180 cm. en hauteur. Les aliments doivent être palettisés dans les produits distincts de réfrigérée, produits congelés et secs. Les aliments doivent être palettisés de telle manière à assurer le plus lourd des éléments sont sur le bas de la palette. Produits de tous les articles non-alimentaires doivent être palettisés et emballés sur leur propre palette.

L'offrant doit aussi s'assurer que l'emballage demeure intact, libre de saletés, de détériorations, d'enfoncements, de bosses, de fuites et d'infestations de ravageurs et transporté selon les lignes directives de température établies dans le carnet de pratique du Code de sécurité alimentaire et les lignes directrices de l'ACIA.

Tous les emballages doivent inclure une « date d'emballage » ou une « date de péremption » clairement visible sur chaque boîte extérieure ou article individuel, marquée à un bout avec le mois et l'année d'emballage en lettre d'un demi à un pouce de hauteur.

Les palettes sont à charger de manière à permettre un accès facile pour déchargement avec des chariots élévateurs. L'initiateur s'engage à ne pas charger des palettes dans un mode boîte de béton de mâchefer. L'initiateur est responsable de déchargement tous les produits alimentaires. Les palettes retournables ou contenants d'expédition seront ramassés par l'offrant lorsque vides.

Année d'emballage et inscription

Tous les emballages alimentaires ne doivent contenir que des produits de l'année du pays d'origine. Chaque caisse doit porter à une extrémité le mois et l'année de l'emballage en lettres d'une hauteur d'un demi pouce à un pouce.

Catégorie de viande

La catégorie minimale acceptable pour les besoins en boeuf est la catégorie AA. La catégorie minimale acceptable pour tous les autres besoins est la catégorie A.

Vieillessement

Tous les morceaux de boeuf (désossés ou non) doivent être vieillis au moins 14 jours avant leur congélation.

Ordre de grandeur

S'il n'est pas possible de fournir des produits de boeuf vieillis à partir des stocks disponibles au moment de la commande subséquente à l'offre à commandes, le fournisseur doit communiquer avec le destinataire pour l'informer de la meilleure date de livraison possible. Il ne doit pas fournir

de produit qui n'a pas été vieilli pendant la période minimale précisée. Porc, agneau et veau : le carton grand format ne doit pas contenir plus de 22 kg (50 lb).

Boeuf haché

L'attestation suivante est requise pour chaque expédition de boeuf haché. Signature du représentant autorisé du fournisseur. « Certification : la teneur en gras de l'expédition, conformément à la Convention d'offre à commandes, a été analysée et ne dépasse pas 19 %. »

Produits laitiers

- a) Les sacs de polyéthylène doivent être exempts de contamination.
- b) Tous les produits de crème glacée doivent arriver au lieu de destination surgelés.
- c) Exigences en matière d'emballage : oeufs - au minimum, boîtes de carton résistantes à l'éclatement, approuvées par la CCL, et scellées avec du ruban métallique ou de nylon de type « Scotch Brand » ou l'équivalent.

Transport - Viande

Le transport doit être conforme au Code de pratiques de transport des produits à base de viande du ministère de la Défense nationale, tel qu'indiqué dans le présent document.

CODE DE PRATIQUES DE TRANSPORT DES PRODUITS À BASE DE VIANDE

Les véhicules utilisés pour le transport des produits à base de viande doivent être considérés comme une extension de l'usine elle-même. À ce titre, il est important que l'environnement qu'il constitue ne comporte pas de danger pour l'intégrité des produits à base de viande qu'ils contiennent. Les véhicules doivent servir d'installation d'entreposage provisoire entre l'usine et le point de destination.

Les normes de construction, d'entretien, de désinfection et de réfrigération, en plus des pratiques de manipulation, doivent équivaloir dans toute la mesure du possible aux normes requises d'un établissement de transformation de produits à base de viande bien administré.

Du personnel compétent en matière de réglementation devrait être tenu de superviser cet aspect de la chaîne de transformation de la viande, et, en outre, devrait avoir le pouvoir d'interdire l'utilisation de véhicules non satisfaisants et de mettre en quarantaine, en attendant la prise de mesures adéquates, les produits à base de viande transportés dans des véhicules non satisfaisants ou qui ont subi un mauvais traitement (p. ex. décongélation, contamination, etc.) pendant le transport.

CODE DE PRATIQUE

1. Construction : La composante du véhicule visant spécifiquement les produits à base de viande, en plus du reste du véhicule, doit être conçue selon des principes, et construite avec des matériaux, de nature à protéger adéquatement le type de produit à base de viande transporté.

-
2. Entretien : Cet équipement doit être entretenu dans toute sa structure de façon à interdire toute contamination d'un produit à base de viande par des agents externes indésirables tels que la poussière, les débris, les insectes, etc.
 3. Désinfection : L'équipement doit faire l'objet de procédures de nettoyage et de désinfection de nature à créer les conditions d'un environnement interdisant l'exposition des produits à base de viande à des éléments et à des facteurs hostiles à l'intégrité du produit.
 4. Température : Des mécanismes de contrôle de la température doivent être place et testés eu égard aux fins visées. Les températures de réfrigération requises sont les suivantes :
 - a. Produits à base de viande congelés : La température ambiante de la composante du véhicule servant au transport des produits alimentaires à base de viande doit être telle que le produit ne risque pas de dégeler, compte tenu de la température externe et de la durée du trajet.
 - b. Produits à base de viande frais : La température ambiante de la composante du véhicule servant au transport des produits alimentaires à base de viande doit être telle que le produit ne sera pas soumis à la multiplication de bactéries pathogènes ni à une réduction de la qualité.
 - c. Dépôts de transfert : Des installations propres et désinfectées doivent être prévues là où les produits alimentaires à base de viande seront transférés d'un véhicule à un autre. Le produit doit être protégé contre les influences externes indésirables telles que les intempéries, la poussière, les mouches, etc. Des installations d'entreposage réfrigérées doivent être disponibles là où les produits sont déchargés, dans l'attente du transfert à un autre véhicule. L'équipement doit offrir des températures compatibles avec les exigences des points 4a et 4b ci-dessus.
 5. Responsabilités de l'expéditeur : il incombe à l'expéditeur de faire en sorte que :
 - a. Les produits alimentaires à base de viande soient conservés à des températures de réfrigération adéquates en attendant leur chargement dans le véhicule servant à les expédier;
 - b. Les produits à base de viande soient enveloppés ou emballés adéquatement de façon à les protéger contre les facteurs de contamination externes. Les quartiers et les demies carcasses qui y sont suspendus doivent être exemptés de cette disposition si le reste du chargement ne présente pas de danger pour eux;
 - c. Les produits alimentaires à base de viande ne soient pas chargés dans un véhicule qui, de par sa condition ou l'absence de désinfection, ou du fait de la nature de la cargaison qu'il contient, présentent un danger pour les produits alimentaires à base de viande;
 - d. Si des défauts sont constatés, tels que ceux qui sont mentionnés au point 5c, ces défauts soient déclarés au responsable réglementaire compétent.
 6. Responsabilités du transporteur : il incombe au transporteur de faire en sorte que :
 - a. Son véhicule soit conforme aux lignes directrices énoncées aux points touchant la construction, l'entretien, la désinfection et la température;

- b. Les produits alimentaires à base de viande transportés à bord du véhicule soient protégés, pendant le trajet, des autres chargements qui pourraient être transportés simultanément;
 - c. Ses employés reçoivent et portent des vêtements propres lorsqu'ils manipulent les produits alimentaires à base de viande non enveloppés;
 - d. Ses employés participant au transport, à la manipulation et au déchargement des produits à base de viande, soient formés adéquatement et assument leurs responsabilités en matière de manipulation sanitaire de ces produits;
 - e. Les produits alimentaires à base de viande qui ne sont pas adéquatement réfrigérés, enveloppés ou emballés soient refusés comme cargaison;
 - f. Si des défauts sont constatés, tels que ceux qui sont mentionnés au point 6e, ces défauts soient déclarés au responsable réglementaire compétent.
7. Interdiction : Les produits alimentaires à base de viande frais et congelés ne doivent pas être transportés dans des véhicules utilisés pour le transport d'animaux vivants, de pesticides, d'herbicides ou d'autres matières toxiques.

**LISTE PARTIELLE - CARACTERISTIQUES DU CONSEIL DES NORMES DU GOUVERNEMENT DU
CANADA****Pièce jointe n ° 1 de l'annexe «A»**

Produits en conformité avec l'ONGC:

- | | | |
|-----|--------------------------|--|
| 1. | Spécifications - 32.5M | - Farine de blé |
| 2. | Spécifications - 32.6M | - Farines, Spécialité |
| 3. | Spécifications - 32.9M | - les mélanges à gâteau, préparé, complète |
| 4. | Spécifications - 32.11M | - crêpes et gaufres Mixes |
| 5. | Spécifications - 32.13M | - Céréales, petit déjeuner, préparé, prêt-à-manger. |
| 6. | Spécifications - 32.14M | - céréales, flocons d'avoine |
| 7. | Spécifications - 32.15M | - céréales, blé, cuites |
| 8. | Spécifications - 32.16M | - Produits Pâtes, macaroni, Spaghettini, spaghetti, vermicelles, lasagne, nouilles |
| 9. | Spécifications - 32.17M | - Riz brun, usiné, étuvé ou précuit |
| 10. | Spécifications - 32.75M | - Raccourcir |
| 11. | Spécifications - 32.76M | - Huiles végétales |
| 12. | Spécifications - 32.77M | - Saindoux |
| 13. | Spécifications - 32.78M | - Margarine |
| 14. | Spécifications - 32.110M | - Café, torréfié et moulu |
| 15. | Spécifications - 32.113M | - Café instantané |
| 16. | Spécifications - 32.143M | - Conserves de poisson |
| 17. | Spécifications - 32.166M | - Lait, condensé ou évaporé |
| 18. | Spécifications - 32.168M | - Lait, Poudre |
| 19. | Spécifications - 32.172M | - Produits de fromage et de fromage |
| 20. | Spécifications - 32.184M | - Oeufs, Shell |
| 21. | Spécifications - 32.208M | - Maple Syrup aromatisé |
| 22. | Spécifications - 32.211M | - Mélasse |
| 23. | Spécifications - 32.212M | - Chocolat |

-
- | | | |
|-----|--------------------------|--|
| 24. | Spécifications - 32.234M | - garniture pour tarte en conserve |
| 25. | Spécifications - 32.236M | - Confitures, gelées, marmelades et sauce aux canneberges |
| 26. | Spécifications - 32.237M | - Beurre d'arachide |
| 27. | Spécifications - 32.250M | - Fruits et légumes, frais |
| 28. | Spécifications - 32.252M | - Légumes, déshydratés |
| 29. | Spécifications - 32.253M | - conserves de fruits ou de légumes et jus en conserve ou réfrigérés |
| 30. | Spécifications - 32.254M | - Fruits, légumes et jus, congelés |
| 31. | Spécifications - 32.258M | - Tomate Catsup |
| 32. | Spécifications - 32.262M | - pois et haricots, secs |
| 33. | Spécifications - 32.276M | - Fruits secs |
| 34. | Spécifications - 32.281M | - Mélanges à soupe déshydratés, instantané et laisser mijoter |
| 35. | Spécifications - 32.283M | - Boissons Poudres, aromatisée aux fruits |

Note : On peut se procurer les normes de l'Office des normes générales du Canada auprès du Centre des ventes de:

L'ONGC
Gatineau (Ontario) K1A 1G6

Téléphone : 1-819-956-0425 or 1-800-665-2472
Télécopieur : 1-819-956-5740

Une collection complète des normes et spécifications de l'Office des normes générales du Canada peut également être consultée aux bibliothèques de dépôt. Pour obtenir des renseignements sur les bibliothèques de dépôt dans le secteur de l'offrant, communiquez avec le Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W1568-13JN17/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

EDM-3-36007

CERTIFICATION DU BŒUF HACHÉ
Pièce jointe n ° 2 de l'annexe «A»

La certification ci-dessous doit être dûment signée par le représentant autorisé de l'offrant et accompagner tous les envois de bœuf haché.

«Certifié que le contenu en gras de cet envoi de bœuf haché fourni conformément à l'accord d'offre permanente, a été analysé et ne dépasse pas 19% en gras.»

Nom du représentant autorisé

Signature du représentant autorisé

Date

ANNEXE « B »
BASE DE PAIEMENT

Les formules d'établissement des prix visent la période de deux (3) ans, à compter de la date d'émission (environ le 15 juin 2013 jusqu'au 14 juin 2016 inclusivement), et sont FAB destination (Yellowknife), y compris toutes les charges écologiques et les dépôts applicables, et tous les frais de livraison et de déchargement, conformément à ce qui suit :

A: Viande et de volaille

Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

B: Poisson

Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

C: Pain et pâtisserie

Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

D: Produits laitiers

Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

E: Oeufs

Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

F: Fruits et légumes surgelés**Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:**

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

G: Fruits et légumes frais**Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:**

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

H: d'épicerie divers**Prix conformes à la LISTE DES PRIX à jour en vigueur au moment de la commande subséquente:**

Nom/description (liste de prix) : _____

Moins un rabais de _____% OU Plus une majoration de _____%

Offres spéciales :

Outre les prix susmentionnés, des offres spéciales à l'occasion de fin d'exercice, de production excédentaire, et de vente spéciale de marchandises et de soldes, entre autres, doivent être présentées lorsqu'il y en a si elles sont d'un prix inférieur à ceux susmentionnés.

ANNEXE C
ÉVALUATION FINANCIÈRE
(aux fins d'évaluation)

Voir le fichier Excel ci-joint intitulé : Annexe “ C ” - ÉVALUATION FINANCIÈRE

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, FAB destination, y compris les droits écologiques, les dépôts, la livraison, le déchargement et le carburant. Les droits de douane canadiens et la taxe d'accise sont inclus alors que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée sont exclues. Les autres frais ne seront pas acceptés.

La TPS/TVH et les frais écologiques/dépôts seront indiqués à titre d'article distinct sur toute facture subséquente.

L'offrant aura la possibilité de fournir un prix unitaire pour quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des articles d'exécution contenus dans la liste de produits offerts, et veillera à ce que le document soit convenablement rempli et contienne tous les renseignements requis.

L'utilisation estimative indiquée dans le fichier Excel intitulé Annexe « C », ÉVALUATION FINANCIÈRE, ne doit servir qu'à établir un outil d'évaluation, basé sur une estimation faite de bonne foi, qui ne reflète en rien l'usage réel attendu ou un quelconque engagement de la part du Canada.

ANNEXE D**Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes****Instructions pour la présentation des données relatives à l'utilisation de l'offre à commandes.**

Veillez envoyer par courriel les renseignements sur l'utilisation de l'offre à commandes W1568-13JN17/A du ministère de la Défense nationale, (Nord), Yellowknife (Territoires du Nord-Quest), à l'adresse suivante: WST.PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

Veillez utiliser le numéro de l'offre à commandes inscrit à la rubrique Objet et indiquer clairement:

- Le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;
- la période pendant laquelle les données ont été accumulées (date de début et date de fin);
- le Ministère pour lequel l'offre à commandes a été lancée;
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- les dépenses total à ce jour, par ministère.
(Ajouter des lignes au besoin)

OFFRE À COMMANDES W1568-13JN17					Date d'entrée en vigueur de l'OC (2013-06-15)		Date d'échéance de l'OC (2016-06-14)	
Valeur totale à ce jour (\$) _____		Valeur totale pour la période visée par le rapport (\$) _____			Début de la période de rapport (jj/mm/aaaa) : _____		Fin de la période de rapport (jj/mm/aaaa) : _____	
MINISTÈRE Numéro de pièce – s'il y a lieu	Numéro de commande	Description d'article	Numéro de la pièce S'il y a lieu	Article Quantité	Unité de mesure (chacun, litre, etc..)	Date de commande	Date de livraison	Valeur de la commande (sans compter la TPS et la

ANNEXE E**Possibilités pour les autochtones**

Les réductions exprimées en pourcentage ci-après qui s'appliquent au prix offert évalué (pour les besoins de l'évaluation seulement) permettent au soumissionnaire de garantir que des avantages sont offerts à des Autochtones.

Afin de respecter les exigences de l'Accord sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho, le soumissionnaire doit prouver :

1. qu'il emploie une main-d'œuvre tlicho;

CITOYENS TLICHO EMPLOYÉS PAR LE SOUMISSIONNAIRE

NOM ET TITRE DE POSTE

2. qu'il a recours à un fournisseur ou à un sous-traitant qui est une entreprise tlicho.

À des fins d'interprétation, une « entreprise tlicho » désigne une entité qui est conforme aux exigences de la loi quant à l'exercice de son activité dans les Territoires du Nord-Ouest, et qui est soit :

- (a) une entreprise dont plus de 50 % des actions avec droit de vote appartiennent à des citoyens tlicho ou au gouvernement tlicho;
- (b) une coopérative contrôlée par des citoyens tlicho ou le gouvernement tlicho;
- (c) une entreprise individuelle exploitée par un citoyen tlicho;
- (d) un partenariat dans lequel au moins 50 % des associés sont des citoyens tlicho ou le gouvernement tlicho.

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

N° DE TÉLÉPHONE : _____

N° DE TÉLÉCOPIEUR : _____

PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX AUTOCHTONES - TLICHO	Réduction disponible (en %)	Réduction accordée (en %)
Programmes d'embauche de citoyens tlicho : Le soumissionnaire garantit fermement qu'il emploiera des citoyens tlicho pour la réalisation des travaux.	2	
Fournisseurs et sous-traitants : Le soumissionnaire garantit fermement qu'il aura recours à des fournisseurs et à des sous-traitants tlicho pour la réalisation des travaux.	3	
TOTAL DE LA RÉDUCTION MAXIMALE DISPONIBLE (EN %)	5	